

Si le message ne s'affiche pas correctement, veuillez cliquer [ici](#) pour obtenir la version de votre navigateur.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

No. 97
Mars 2023

Paris - OCDE

Délégation suisse près l'OCDE



Chères lectrices, chers lecteurs,

Trois rencontres à haut niveau ont marqué janvier et février : la Réunion ministérielle dédiée à la conduite responsable des entreprises (CRE), le lancement du Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (IFCMA) et la Rencontre mondiale des donateurs de la coopération au développement.

Dans cette nouvelle édition de notre Lettre d'information, vous trouverez également des contributions sur la gouvernance et l'espace civique ainsi que sur les engagements écologiques et la transition vers la neutralité des émissions du secteur financier. Vous pourrez aussi découvrir les statistiques de fréquentation de la Suisse aux réunions de l'OCDE en 2022.

Je vous souhaite une bonne lecture,

Giancarlo KESSLER

Ambassadeur, Représentant permanent
Délégation suisse près l'OCDE

CONTENU

[LIBERTÉ DE LA PRESSE - Des principes démocratiques en déclin dans le monde](#)

[RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES - Un petit bond en avant](#)

ENVIRONNEMENT - Rendez-vous à Paris des pollueurs, petits et grands

DÉVELOPPEMENT - Comblent le déficit du financement. Ne pas froisser la Chine.

MARCHÉS FINANCIERS - Quand la finance s'intéresse à l'environnement

AUTRES PUBLICATIONS

CALENDRIER OCDE

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Des principes démocratiques en déclin dans le monde

En décembre dernier, un [rapport sur la protection de l'espace civique et sa promotion](#) a été publié par la Direction de la Gouvernance Publique de l'OCDE. Cette enquête, l'un des piliers de l'initiative « [Renforcer la démocratie](#) » examine cinquante-deux pays (dont 33 membres et 19 non-membres de l'Organisation). Dans le contexte actuel, marqué par la multiplication des mesures d'urgence face aux crises et un déclin des principes démocratiques (observé dans 20% des pays-membres), que doit-on retenir de ce rapport ?

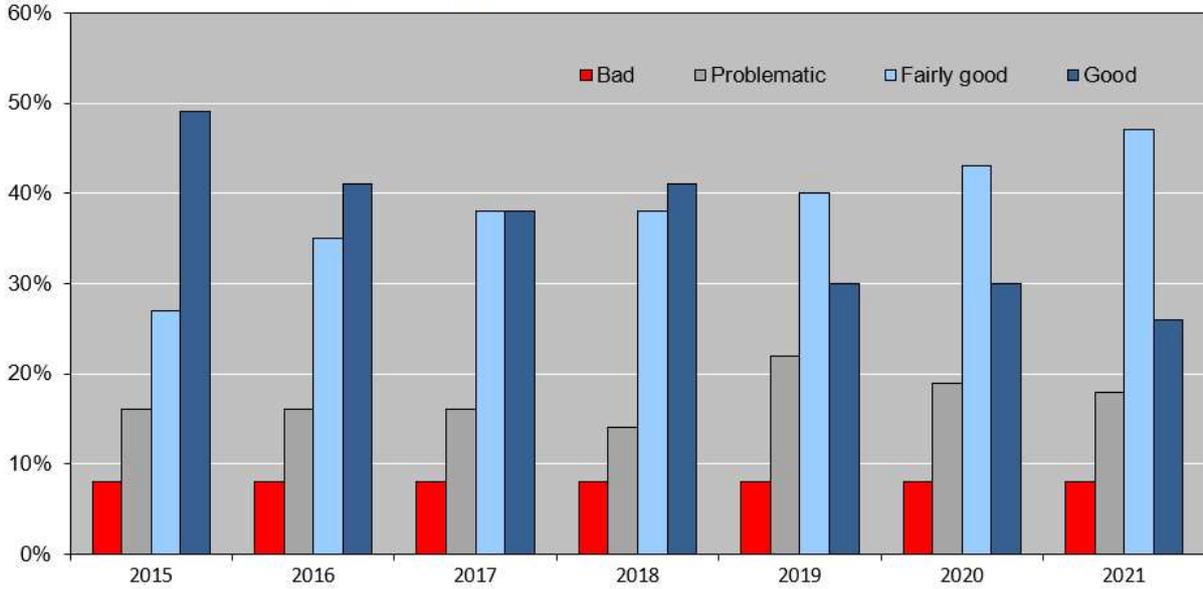
Les fondements juridiques et sociaux des libertés civiles (comme la liberté d'expression, celle d'assemblée pacifique ou d'association) sont respectés dans la plupart des pays examinés, en particulier parmi les membres de l'OCDE. Par contre, d'autres domaines, comme la liberté de la presse et l'accès à l'information, surtout dans l'espace digital, doivent affronter un environnement toujours plus hostile. La proportion des pays membres dont le système est considéré comme favorable à la liberté de la presse a reculé de moitié en six ans. Ce déclin serait dû aux différentes crises traversées par la presse ces dernières années : crise géopolitique (agressivité des régimes autoritaires), démocratique (polarisation du pouvoir et politiques répressives), ou encore économique (avec un impact sur la qualité du journalisme). Les éléments juridiques qui encadrent la liberté de la presse sont eux-aussi mis en cause : si leur objectif premier est sécuritaire (par exemple, la lutte contre l'incitation à la haine), certaines mesures comme la pénalisation de la diffamation, observée dans la majorité des pays, sont parfois instrumentalisées et constituent une menace à cette liberté. Les gouvernements doivent aussi prendre conscience des limites de l'espace digital en tant que vecteur d'information et en tant que plateforme d'engagement pour la société civile : le risque de désinformation ne peut être entièrement éradiqué. Toutefois, certaines mesures comme une communication publique ciblée ou une meilleure éducation à l'utilisation des espaces digitaux peuvent minimiser ce danger.

Quant à la Suisse, mentionnée dans la section portant sur la liberté de presse, elle affiche une image relativement saine sur ce plan. Peu, voire pas du tout restrictive envers ses journalistes, le pays est en tête de classement dans la majorité des thématiques analysées. Sur toutes les autres dimensions la Suisse est absente de l'analyse, car n'ayant pas participé à l'enquête.

Par ailleurs, dans 55% des pays participants à l'enquête, les organisations de la société civile sont tenues de s'enregistrer légalement afin de pouvoir mener leur activité. C'est le cas notamment pour 14 des pays membres de l'OCDE ; une obligation susceptible de soulever des interrogations quant aux droits réels dont ces organisations sont censées bénéficier au sein de l'espace civique.

[Résumé](#)

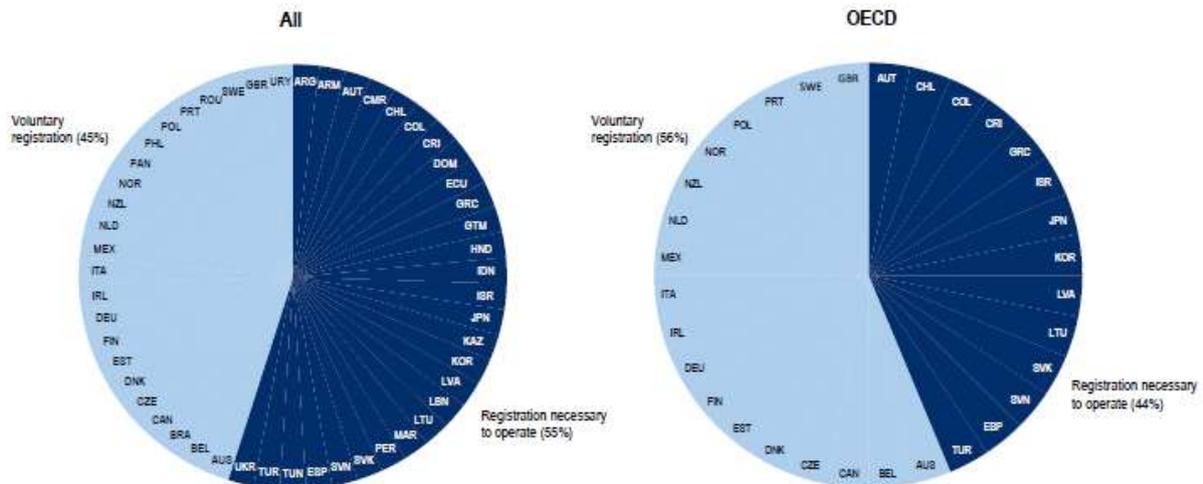
Evolution of a "good" rating in press freedoms among OECD Members, 2015-21



Note: Over six years, the number of OECD Members in a "good" situation for journalism has halved
 Source: Reporters without Borders (2021), 2021 World Press Freedom Index, <https://rsf.org/en/ranking/2021>
 OECD (2022), *The Protection and Promotion of Civic Space: Strengthening Alignment with International Standards and Guidance*
 OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/d234e975-en>

Figure 5.1. Legal requirement for CSOs to register in order to operate, 2020

Percentage of OECD Members and non-Members that provided data in the OECD Survey on Open Government



Note: "All" refers to 51 respondents (32 OECD Members and 19 non-Members). Data on Finland, Guatemala and Ireland are based on OECD desk research and were shared with them for validation.
 Source: 2020 OECD Survey on Open Government.

Un petit bond en avant

Dans le but de promouvoir et de favoriser une conduite responsable des entreprises dans l'économie mondiale, les ministres et représentants à haut niveau des pays membres et non-membres de l'OCDE se sont rencontrés à Paris les 14 et 15 février lors d'une [réunion ministérielle](#). Celle-ci, coprésidée par la France et les États-Unis, a permis d'engager une réflexion stratégique sur le rôle de la conduite responsable des entreprises dans le système international, notamment dans le commerce et l'investissement. La Délégation suisse était menée par la Secrétaire d'État et Directrice du SECO Mme Hélène Budliger Artieda.

À cette occasion, les ministres ont adopté une [Déclaration](#) qui réitère l'importance des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, dont la mise à jour ciblée est en cours, afin de s'assurer qu'ils soient mis en œuvre et adaptés aux besoins des différentes parties prenantes. C'est la Professeure Christine Kaufmann de l'Université de Zurich qui mène ces discussions à l'OCDE dans le cadre du groupe de travail dédié. En tant qu'instrument le plus complet au niveau global en ce qui concerne la conduite responsable des entreprises, les Principes directeurs constituent un moyen fort de promouvoir la cohérence du comportement des entreprises avec les politiques, en prenant en compte les travaux de l'OCDE dans d'autres domaines tels que l'environnement, les échanges, la lutte contre la corruption ou la science et la technologie. Le rôle des Points de contact nationaux (PCN) dans la promotion et la mise en œuvre des Principes directeurs est également mis en avant. En tant que mécanismes de réclamation non judiciaires contribuant à la résolution des problèmes, ils offrent un recours effectif pour les personnes affectées par les activités des entreprises, en particulier pour les groupes en situation de vulnérabilité.

[> retour haut de page](#)

[Réunion ministérielle CRE](#)



COMMUNICATION

La participation suisse aux réunions de l'OCDE pour l'année 2022 en chiffres :

Sur l'année écoulée, 2077 réunions de l'OCDE ont été suivies par la Suisse. Parmi elles, 354 ont été couvertes par l'équipe diplomatique de la Délégation suisse de l'OCDE basée à Paris.

Par ailleurs, 1723 réunions ont été suivies par des délégués nationaux (dont 1469 en présentiel et 253 en virtuel).

COMMUNICATION

Événements en ligne du Centre de Berlin de l'OCDE

Le Centre de Berlin de l'OCDE propose une série de séminaires en ligne sur des sujets d'actualités où des experts et des praticiens de haut niveau allemands, autrichiens et suisses débattent de sujets d'actualité.

Événements à venir :

Jeudi 30 mars 2023, 11h : Quel accueil l'Europe réserve-t-elle aux réfugiés ukrainiens?

Jeudi 27 avril 2023, 12h30 : La formation en alternance est-elle en crise?

Pour recevoir les invitations du Centre de Berlin de l'OCDE, vous pouvez vous inscrire [ici](#)

ENVIRONNEMENT

Rendez-vous à Paris des pollueurs, petits et grands

Le [Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone \(IFCMA\)](#) a été officiellement lancé les 9 et 10 février dernier dans les locaux de l'OCDE à Paris. Plus de six cents participants issus de cent trois pays et de neuf organisations internationales ont participé à l'événement. L'IFCMA a pour objectif d'approfondir les échanges entre les États sur les différents instruments qui permettent de réduire les émissions de CO₂. L'OCDE, avec son approche multidisciplinaire fondée sur le partage des données, devrait fournir une base solide pour examiner l'efficacité de diverses mesures. L'IFCMA n'a toutefois pas pour vocation de fixer des normes, de déboucher sur des obligations juridiques contraignantes ni de servir de plateforme de négociation pour réduire les émissions de carbone.

Le premier jour du forum a été consacré à des discussions entre les représentants de haut niveau et la nécessité de mettre en place un forum d'échange d'expériences sur la réduction des émissions de CO₂. Le directeur exécutif de l'AIE [Agence internationale de l'énergie], Fatih Birol, a notamment souligné l'importance d'investir davantage dans les énergies renouvelables. La directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, a alerté sur le risque de différends commerciaux liés aux mesures climatiques et le sherpa indien du G20, Amitabh Kant, a insisté sur l'importance de soutenir les pays en développement dans les enjeux climatiques. Dans son intervention, la secrétaire d'État Daniela Stoffel, directrice du SFI (Secrétariat d'État aux questions financières internationales), a mis en valeur les bonnes expériences de la Suisse avec les mécanismes basés sur les prix. Cependant, selon elle, les solutions proposées devaient être largement soutenues par la population.

Le second jour a été consacré au programme de travail de l'IFCMA. Il a été prévu de procéder en deux étapes : dans un premier "module", les mesures existantes seront collectées et répertoriées. Dans un second "module", il s'agira d'évaluer leur efficacité sur

la réduction des émissions de CO₂. Les analyses porteront sur des mesures basées sur les prix mais aussi sur d'autres instruments. En revanche, une comparaison entre les différentes mesures n'est pas envisagée pour l'heure.

L'IFCMA est également ouvert aux pays non-membres de OCDE, à l'instar du Forum inclusif sur le BEPS dans le domaine fiscal. Reste à espérer que les participants à la première réunion en tant qu'observateurs se décideront à devenir membres de l'IFCMA. Quant à la position de la Suisse, elle est favorable au Forum inclusif et participera activement à ses travaux.

IFCMA

[> retour haut de page](#)



DÉVELOPPEMENT

Comblent le déficit du financement. Ne pas froisser la Chine.

Insécurité alimentaire, guerre en Ukraine et changement climatique ; cette triple crise a accru de 56% le déficit annuel du financement des objectifs de développement durable dans les pays en développement, pour se creuser à 3,9 billions de dollars en 2020. Comment combler ce déficit ? Tel était le thème de la première *Rencontre mondiale des donateurs de la coopération au développement* qui s'est tenue le 15 février 2023 à

l'OCDE à Paris. Plus de cinquante donateurs, membres et non-membres du [CAD](#) [Comité d'aide au développement] ont discuté des défis à relever.

Un large éventail de mesures a été proposé, comme l'augmentation du volume des subventions et des prêts en faveur du développement durable ou la mobilisation de davantage de ressources nationales. Les participants ont aussi préconisé un meilleur contrôle de l'endettement et le recours à des instruments financiers innovants comme, entre autres, le financement mixte. Des exemples d'initiatives bilatérales récentes, Sud-Sud, triangulaires et locales qui ont déjà fait leurs preuves, ont aussi été présentées. La Suisse a mis en avant ses approches innovantes en matière de financement privé et son engagement dans des initiatives pour lutter contre le changement climatique.

Rien de neuf, dirait un cynique. Certes. Pourtant, lors de la réunion, un consensus impressionnant a été trouvé entre les donateurs du Nord et du Sud sur les actions à entreprendre. Non seulement le dialogue devrait se poursuivre, mais une étroite collaboration entre les donateurs est prévue pour produire de meilleures données et de meilleures orientations, faire avancer l'agenda de l'efficacité (suite au sommet du [GPED C](#) [Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement] de l'année dernière à Genève) et avoir recours à l'OCDE comme une plateforme pour les échanges futurs.

Ombre au tableau : la place réservée à la Chine au premier rang est restée momentanément vacante du fait que, au fond de la salle, siégeaient des délégués de Taïwan. La délégation chinoise a passé ce temps hors de l'Organisation en suscitant des rencontres bilatérales. Visiblement, les réalités diplomatiques ont été mises de côté, retardant le rapprochement de la Chine et de l'OCDE.

[> retour haut de page](#)



MARCHÉS FINANCIERS

Quand la finance s'intéresse à l'environnement

Le 13 février dernier, le comité des marchés financiers (CMF) de l'OCDE s'est réuni pour une séance extraordinaire. Le CMF, qui se tient habituellement trois fois par an et dépend de la Direction des affaires financières et des entreprises, a discuté des progrès réalisés dans le domaine de la finance durable. À l'ordre du jour figuraient les travaux de l'OCDE sur la neutralité en matière de gaz à effet de serre dans le secteur financier et les risques financiers liés à la biodiversité.

La quantification des efforts pour atteindre la neutralité des émissions reste complexe

Le secteur financier ne cesse de renforcer ses engagements pour atteindre la neutralité des émissions mais leur quantification reste une tâche complexe. Dans le monde entier, un nombre croissant d'institutions financières se sont engagées à réduire leur empreinte carbone. Cependant, la majorité d'entre elles sont indirectes : elles n'émanent pas de l'entreprise financière, mais, par exemple, d'un fournisseur ; et l'entreprise en question ne dispose souvent pas des données nécessaires pour les comptabiliser. Une base de données solide ainsi qu'une définition commune de la manière de mesurer ces émissions sont indispensables. L'OCDE se penche actuellement sur l'identification des lacunes en

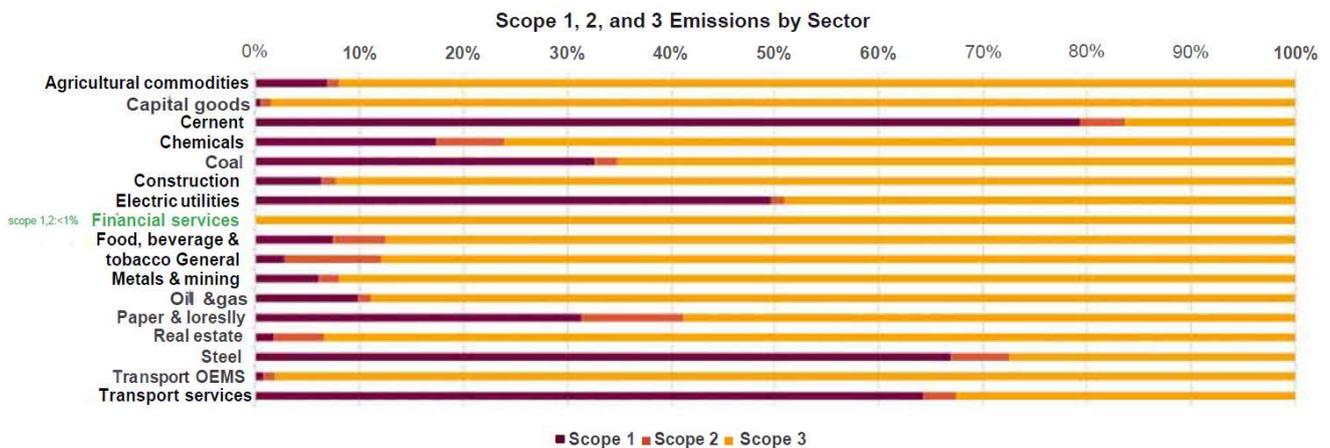
matière de données, le recensement des différentes façons de mesurer les émissions indirectes et leur pertinence. Le but serait d'élaborer un outil fiable et transparent afin de suivre les progrès en matière de décarbonation dans le secteur.

La perte de la biodiversité, un risque financier grave

Si la capacité de régénération de nos ressources naturelles est capitale, la perte de la biodiversité représente une menace directe sur la production et la commercialisation des biens et des services. En effet, les régulateurs des marchés financiers et les acteurs de la finance se penchent toujours plus sur ce facteur de risque. À l'OCDE, le CMF travaille, conjointement avec le Comité des politiques d'environnement (EPOC), à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour les risques financiers liés à la perte de la biodiversité. Le projet est mis en œuvre en collaboration avec la Commission européenne et pour le compte de la Banque nationale hongroise . En dehors de l'OCDE, d'autres organismes comme le *Network for Greening the Financial System (NGFS)*, un réseau international de banques centrales et d'autorités de surveillance, sont engagés depuis quelques années déjà dans la lutte contre la perte de biodiversité. Dans ce contexte de réseaux déjà existants, la valeur ajoutée apportée par les travaux CMF reste encore une inconnue.

[Publication](#)

[Retour haut de page](#)



Source: CDP, CDP-technical-note-scope-3-relevance-by-sector.pdf @cdp www.cdp.net

AUTRES PUBLICATIONS

2 mars 2023: Monitoring trade in plastic waste and scrap1

1er mars 2023: Driving low-carbon innovations for climate neutrality

23 février 2023: Six questions about the demand for artificial intelligence skills in labour markets

23 février 2023: OECD Competition Trends 2023

23 février 2023: OECD Health Policy Studies

CALENDRIER OCDE

20-21 mars 2023: Inclusion, innovation and inspiration :Shaping our future with the social and solidarity economy

27-30 mars 2023: International Conference on AI in Work, Innovation, Productivity and Skills

2 avril 2023 : Community on Smart Data and Digital Technology in Education

26-27 avril 2023: 2023 Forum on Responsible Mineral Supply Chains

Rédaction: Raia Del Vecchio, Annabelle Dussart-Riant

Contributions: Nicolas Descoedres, Basil Stamm, Johanna Lanitis, Irina Martin, Lorenz Kammermann, Clélia Jeandin.

CONTACT

Délégation suisse près l'OCDE
28, rue de Martignac
F-75007 Paris
+33 1 49 55 74 50

paris.ocde@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch/paris_ocde

[adapter le profil](#) | [se désinscrire](#)

Copyright © 2017 DFAE. Tous droits réservés.

